

Discours d'ouverture du Président de la République au Sommet One Health.

Emmanuel MACRON

Messieurs les présidents,
Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé,
cher Tedros,
Mesdames et Messieurs les dirigeants d'Organisations internationales,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Madame la préfète de région,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs, en vos grades et qualités,
chers amis,

C'est un grand bonheur, une grande fierté de vous accueillir à Lyon pour ce *One Health Summit*, comme vient de le présenter Madame la ministre.

Avant toute chose, permettez-moi d'abord de partager avec vous la grande joie et le soulagement de savoir Cécile Kohler et Jacques Paris libres et sur le chemin du retour pour la France.

C'est une formidable nouvelle. Je pense à leurs familles, à tous leurs proches, à ceux qui se sont mobilisés, et je veux ici dire ma reconnaissance aux services de l'État, qui se sont mobilisés, à notre ambassadeur et à l'ensemble des équipes.

Mesdames et Messieurs, nous sommes réunis à Lyon aujourd'hui, d'abord à l'occasion de cette Journée mondiale de la santé. Le docteur Tedros nous le rappelait tout à l'heure, [de cette Journée mondiale de la santé] qui est une occasion pour nous de regarder le monde tel qu'il est : un monde en crise. Des crises qui nous divisent, un monde avec des guerres qui viennent d'ailleurs bousculer nos enjeux d'approvisionnement, de sécurité, d'autonomie stratégique.

Alors même que les défis posés par la santé mondiale imposent plus que jamais de la coordination, de la coopération, nous avons une situation internationale qui vient fracturer celle-ci.

Les guerres, je l'évoquais, les divisions, les baisses de contributions, les doutes qui ont été exprimés par certains sur notre organisation collective, laquelle a pourtant permis, durant le quart de siècle qui vient de s'écouler, d'obtenir des résultats inespérés en termes de vaccination, d'amélioration de la santé mondiale.

Pour protéger efficacement sa population contre les menaces sanitaires, chaque pays doit s'assurer qu'il a accès aux données sur les virus qui peuvent venir de l'autre bout du monde, qu'il est en capacité de mener et d'accéder à une recherche de qualité, qu'il peut produire ou se procurer le matériel médical permettant de lutter contre la propagation des maladies, qu'elles touchent, d'ailleurs, les hommes ou les animaux.

Oui, nous avons besoin de coopération pour réussir en termes de santé.

Et s'il est un domaine où la coopération internationale et interdisciplinaire est nécessaire, c'est bien celui-ci. C'est tout le concept de *One Health*. Ce concept ne relève pas d'un cercle d'initiés quand nous l'avons lancé, il y a maintenant cinq ans, même un peu plus. Il repose, reposait, et repose toujours évidemment sur des éléments scientifiques, très établis, mais sur une réalité que nous partageons tous et que nous avons vécue, il y a quelques années tous ensemble.

Nous avons besoin de la coopération internationale, pour faire face à ces crises.

Nous avons besoin de la coopération internationale quand on parle de recherche, mais nous avons aussi besoin d'une coopération interdisciplinaire, car il est maintenant établi que la santé humaine, la santé animale, l'environnement, l'alimentation ont beaucoup à se dire, ou plutôt sont pleines d'interactions.

Regardez les chiffres, ils sont là pour nous le dire : 75 % des maladies infectieuses émergentes sont de régime animal. Ce chiffre, à lui seul, justifie la réunion d'aujourd'hui. Nous qui avons vécu, il y a quelques années à peine un virus qui a mis à l'arrêt nos économies, nos sociétés, qui nous a fait vivre une situation ô combien cruelle dans tant de nos pays, la pandémie de COVID-19. Nul n'a oublié aussi à quel point cette épidémie s'est mondialisée en quelques semaines.

On pourrait convoquer ici le SRAS de 2003, le H5N1, Ebola. La liste serait trop longue pour la citer tout entière. Il n'y a plus à prouver que lorsqu'on parle de santé mondiale, on parle en effet de la nécessité de coopérer entre les disciplines que je viens d'évoquer et entre les pays.

Cette année, la France a l'immense honneur d'assurer la présidence du G7 et d'essayer de bâtir des solutions concrètes, de la même manière qu'aux côtés du Kenya, nous organiserons le sommet *Africa Forward* à Nairobi à la mi-mai. Nous nous retrouvons aujourd'hui à Lyon, et dans un mois, nous serons à Nairobi pour avancer sur beaucoup de sujets, dont celui de la santé. Dans deux mois, nous serons à Évian pour mobiliser le G7 et les pays partenaires.

C'est pourquoi ce *One Health Summit* est si important. Il s'inscrit complètement dans cette chronique, et nous avons voulu aussi permettre au G7 de relayer ces messages et ces avancées.

Mais permettez-moi une seconde de dire ici l'importance de cette méthode.

La méthode, c'est celle que nous avons bâtie depuis décembre 2017 : celle des *One Planet Summits*. Ce sommet est le 9ème dans le genre. Ces sommets, nous les avons bâtis pour réagir à la fracturation de l'ordre international. Rappelez-vous, on a bâti le premier *One Planet Summit* quand les États-Unis d'Amérique, déjà, disaient : nous déchirons les accords de Paris, fini les engagements sur le climat. Alors, on a dit : on va essayer de bâtir des coalitions d'acteurs pour sauver les accords de Paris. Au fond, on va dire : « les scientifiques, les ONG, les gouvernements, les villes, les entreprises, les grands financiers, l'ensemble des acteurs, quel que soit leur secteur, qui sont prêts à se mobiliser et à bâtir une coalition d'acteurs, on les met autour de la table pour agir ».

On l'a fait ensuite sur l'océan, on l'a fait sur la biodiversité, nous l'avons fait sur les forêts, sur les pôles, et maintenant, nous le faisons sur la santé.

C'est cette méthode : bâtir des coalitions d'acteurs dans un ordre international bousculé, montrer qu'il y a un multilatéralisme efficace, qui a aussi présidé, au fameux pacte pour la prospérité des peuples de la planète, le 4P, bâti en juillet 2023.

Les résultats sont là : plus de 50 initiatives et coalitions concrètes qui engagent 140 pays, 3 800 chercheurs conduisant des projets de recherche, plus de deux milliards de dollars mobilisés pour la transition et des investissements massifs pour protéger des écosystèmes, les forêts, les sols, etc. L'approche *One Health*, fondée sur la science interdisciplinaire justifiait pleinement de bâtir ce Sommet avec cette même méthode.

Pour la France, le *One Health Summits* s'inscrit dans une longue tradition d'engagement. Notre pays a cofondé le Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose, le paludisme et d'Unitaid. Nous sommes un bailleur historique de Gavi, l'Alliance du Vaccin.

Nous sommes leader mondial de la recherche, comme l'illustre le prix Nobel de médecine obtenu par Françoise Barré-Sinoussi et Luc Montagnier, [nous sommes] le pays qui héberge l'OMSA, le pays champion de la santé mondiale, et en cela, Lyon en est sa capitale, accueillant en effet l'Académie de l'OMS, cher Dr Tedros, que nous avons inaugurée en décembre 2024, mais aussi le Centre international de recherche contre le cancer et un *One Health Institute*.

One Health n'est pas un slogan, c'est un concept opérationnel, et c'est pourquoi ce Sommet est si important. Je suis très fier de le co-présider avec mon ami et frère, le Président du Ghana, Président Mahama, parce que nous voulons justement porter cette philosophie que nous avons développée ce matin avec nos collègues du Botswana, du Cambodge et de nombreux ministres et organisations internationales présentes.

Nous avons réaffirmé et nous réaffirmons pour ce *One Health Summit*, d'abord, que toute avancée repose sur une science libre, ouverte, indépendante. C'est une nécessité absolue.

La santé mondiale ne progressera pas si la science devient un instrument de politique ou un objet dont tel ou tel gouvernement dit : « vous pouvez chercher ici, vous n'avez pas le droit de chercher là ». Non.

La deuxième chose, c'est qu'elle suppose une gouvernance mondiale pleinement transparente, qui partage des informations à mesure qu'elle en dispose, de manière pleinement transparente, avec toutes ses parties prenantes. Ensuite, qu'elle impose une coordination à l'échelle internationale, dont l'OMS a la responsabilité, pour laquelle elle a la légitimité, articulant ensuite le travail des organisations régionales.

CDC Africa est à nos côtés et joue un rôle ô combien important, dont on a parlé ce matin avec l'Union africaine. Ce rôle est essentiel. Puis, nous avons réaffirmé l'importance de stratégies pensées, assumées par les pays, ce qui est exactement la philosophie que nous poursuivons. Et la nécessité en matière de santé intégrée, d'avoir une approche pays qui agrège, synthétise, ce qui est porté par l'ensemble des contributeurs. La Banque mondiale a fait des propositions importantes en la matière dans une quinzaine de pays déjà. C'est cette méthode qu'il faut prendre, mais élargir pour faire des approches par pays pleinement intégrées, qui mettent l'ensemble des contributeurs, Banque mondiale, OMS, l'ensemble des fonds verticaux et des pays donateurs, dans une approche pleinement simplifiée pour que les stratégies nationales soient accélérées.

J'ai proposé à mon frère, le Président Mahama, que le Ghana soit le premier pays et projet pilote. Je crois qu'il a la vision, le leadership pour le faire et nous y travaillerons à ses côtés dans les prochaines semaines.

Puis, ce Sommet permet d'avancer sur des chantiers très concrets.

Je veux ici les lister très rapidement.

Nous lançons un Pacte international pour préserver l'efficacité des antibiotiques, avec des engagements à réduire leur usage inapproprié et garantir un accès équitable et durable aux antibiotiques essentiels, [et] bannir l'usage des antimicrobiens encore trop souvent utilisés comme facteur de croissance dans des pratiques d'élevage. Dans le même esprit, nous lançons un méta-réseau international sur la résistance aux antimicrobiens qui permettra de coordonner les efforts et mieux comprendre la menace à laquelle nous devons faire face.

Deuxièmement, aujourd'hui, aux côtés de six autres États, nous nous engageons à soutenir et nous appuyer sur le groupe d'experts de haut niveau pour l'approche *Une seule santé* et inscrire durablement les enjeux de santé dans les négociations climatiques, les contributions nationales et les plans d'adaptation des États dans la continuité de l'ambitieux plan d'action de Belém, issu de la COP au Brésil. C'est le sens de la déclaration *One Health & Beyond*.

Troisièmement, nous contribuerons à un cadre volontaire pour mettre en commun et analyser les données de santé humaine, animale et environnementale de tous les partenaires. C'est ainsi que le *One Health Data Convergence* permettra de mieux comprendre à utiliser ces données pour éclairer la décision politique et développer des écosystèmes virtuels sur lesquels les scientifiques pourront tester leurs hypothèses.

Partage de données, là aussi au service de la décision.

Quatrièmement, à l'occasion de ce Sommet, nous élargissons la coalition internationale de l'initiative PREZODE, *PREventing ZOonotic Disease Emergence*, que nous avons lancée lors du *One Planet Summit* de janvier 2021, pour prévenir l'émergence de futures pandémies. Ces nouveaux partenariats permettront de déployer des projets concrets sur le terrain et de développer des réseaux de hub d'épidémiologie pour l'observation, la caractérisation et le suivi de l'évolution des maladies.

Cinquièmement, nous poursuivons notre mobilisation politique autour de l'indispensable *Traité sur la lutte contre la pollution plastique*, soutenue par une déclaration de la communauté scientifique et un appel à l'action de représentants du secteur privé. En suivi de l'appel à un traité ambitieux lancé à Nice lors de l'UNOC3, avec plus de 90 États, nous voulons redire aujourd'hui encore l'urgence d'aboutir à un texte qui aura un impact concret sur la lutte contre ce fléau.

Sixièmement, nous avons adopté, aux côtés du Kenya, de la Guinée, du Cambodge, de l'OMS, d'Africa CDC, du CGIAR, de la PanAfrican Farmers Organization, une déclaration qui vise à converger autour d'une définition harmonisée des aliments dits « ultra-transformés », à en reconnaître les impacts sanitaires et environnementaux. Pour ce faire, nous continuerons de soutenir les travaux internationaux en cours et veillerons à la mise en place de politiques publiques adaptées pour une alimentation plus saine et plus durable.

L'année dernière, nous avons accueilli le Sommet *Nutrition for Growth*, et je me réjouis qu'une réunion de suivi ait pu se tenir hier et contribue à garantir le respect de nos engagements sur ces sujets essentiels.

Septièmement, enfin, nous lançons le réseau *One Brain Health* pour comprendre et prévenir l'impact des transitions environnementales sur la santé cérébrale, dont la santé mentale.

Nous ne sommes pas les seuls à nous engager et seront annoncés ici, dans les prochaines heures, des engagements des banques de développement, des organisations philanthropiques, des entreprises et, bien sûr, des gouvernements.

Je veux les en remercier toutes et tous.

Dans le prolongement de ces engagements internationaux, nous structurons également au niveau national notre organisation autour de l'approche *One Health*.

D'abord, le lancement des travaux d'élaboration d'une nouvelle stratégie nationale santé-environnement. Nous engageons une transformation des politiques alimentaires avec la mise en œuvre opérationnelle de la Stratégie nationale *Alimentation, Nutrition, Santé, Climat*, à travers la publication du Programme national *Nutrition Santé 2026-2030* et du Programme national pour l'Alimentation 2026-2030. Ces orientations stratégiques définissent la politique du Gouvernement pour une alimentation saine et durable pour tous à l'horizon 2030, en articulant les enjeux de nutrition, de santé publique, de durabilité de nos systèmes alimentaires et de souveraineté alimentaire.

Deuxièmement, dans le même esprit de prévention des risques émergents, la France publiera un nouveau Plan national relatif aux perturbateurs endocriniens, visant à renforcer les actions de connaissance, à réduire les expositions et à améliorer l'information des publics sur ces substances et leurs effets. Le plan visera en particulier à protéger les populations les plus vulnérables et les plus exposées en concentrant les efforts sur les impacts les plus préoccupants : l'infertilité, les troubles du neurodéveloppement, les cancers, etc.

Enfin, la France s'engage à renforcer l'articulation entre sciences et décisions publiques en mettant en visibilité ses actions de recherche et d'innovation *One Health*, notamment autour de l'élevage, de la lutte contre les résistances aux antimicrobiens. En complément de la promotion d'un usage approprié de ces traitements et de mesures d'innovation, l'action nationale s'appuiera sur des dispositifs tels que les appels à projets éco-antibio qui permettent de limiter l'émergence et la diffusion de résistance chez les animaux et les risques qui y sont associés, ce qui fait l'objet de programmes de recherche que portent nos organismes ici présents.

C'est pour cela que nous sommes réunis aujourd'hui à Lyon : pour prendre des engagements concrets. Je viens d'en citer quelques-uns au niveau national et au niveau intergouvernemental. Pour rationaliser aussi notre gouvernance, pour transformer nos politiques publiques. Tout cela sera synthétisé dans les engagements de Lyon, au cœur d'une approche, une seule santé. Tout cela permet au Gouvernement ici présent, aux organisations internationales, aux ONG, mais aussi à nos entreprises d'être pleinement mobilisées.

Pour mettre en œuvre cet agenda, il faudra aussi que l'innovation soit au rendez-vous, l'innovation dans nos laboratoires de recherche, qui permet de répondre à beaucoup de difficultés posées, de continuer les avancées. L'innovation aussi dans nos start-ups, nos entreprises, qui portent une partie des solutions. Quand on parle, justement, de qualité de l'air, de qualité de l'alimentation, de qualité de nos eaux, nous avons des entreprises, des solutions d'innovation qui permettent de relever aussi ces défis.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les quelques convictions que je voulais partager avec vous.

Dans ce moment où l'ordre international est bousculé et où d'aucuns ont voulu remettre en cause, au fond, le multilatéralisme en matière de santé, au-delà de ces sept initiatives que je voulais souligner, de ces engagements de Lyon et des actions que mène le Gouvernement, [je voulais] vous redire que la France se tiendra aux côtés de l'Organisation mondiale de la santé, aux côtés de l'ensemble des organisations internationales présentes pour défendre un multilatéralisme efficace, une vision exigeante reposant sur la science des décisions collectives que nous avons à prendre. Nous n'avons pas le droit d'oublier ce qui s'est passé hier.

Nous avons le devoir de préparer les défis d'aujourd'hui et de demain.

C'est à nous de faire, et c'est pour ça que nous sommes rassemblés à Lyon aujourd'hui et que plusieurs d'entre vous étaient, ces derniers jours à Lyon, pour les réunions qui se sont déjà tenues.

Merci de votre présence.

Merci d'être là. Et courage à tous.

Vive ce Sommet *One Health*.

Merci beaucoup.